

CONTEXTE CONJONCTUREL

Chiffres de la construction neuve à fin mai 2020 - Bretagne

source : DREAL Bretagne, Sit@del2 – estimations à fin mai 2020 pour les logements, date de prise en compte pour les bâtiments non résidentiels
Avertissement : Les statistiques et estimations de mars à mai 2020 sont particulièrement fragiles du fait de la forte perturbation de l'activité et de la collecte dans la base Sit@del2. Dans ce contexte, les estimations présentées pourront donner lieu à des révisions plus importantes qu'habituellement.

Pendant les trois mois concernés par le confinement, les **mises en chantier de logements** ont fortement diminué en Bretagne : - 28,8 % de mars à mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Mois par mois, la baisse a été plus marquée en avril car seuls 918 logements ont été commencés contre 2 194 en moyenne sur les trois mois précédant le confinement (contre 1 332 en mars). La reprise des chantiers est visible dès mai avec 1 476 logements commencés sur le mois. Sur un an (cumul 12 mois à fin mai 2020), 21 378 logements ont été mis en chantier en Bretagne, soit 10,1 % de moins que sur les 12 mois précédents, évolution similaire au niveau France entière (- 10,2 %). Les perspectives deviennent défavorables : - 24,6 % de mars à mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Mois par mois, la baisse est continue et s'intensifie depuis janvier 2020, pour atteindre 2 043 logements autorisés en mars, 1 062 en avril et 1 012 en mai contre 2 468 en moyenne sur les trois mois précédant le confinement. Sur un an, les autorisations de logements restent correctement orientées (+ 1,7 %), tendance positive déjà observée avant le confinement.

Du côté des bâtiments non résidentiels, le nombre de m2 de locaux mis en chantier a également fortement diminué sur trois mois par rapport à la même période de l'année précédente (- 42,1 %), particulièrement dans le secteur public (- 54,8 %). En année glissante, le niveau global de production de bâtiments non résidentiels a augmenté de + 2,9 %. Les perspectives sont défavorables, avec un recul des surfaces autorisées de - 8,5 % sur un an à fin mai 2020. Cette baisse concerne la majorité des marchés, de façon plus marquée pour les équipements publics (- 21,9 %). Seules les surfaces autorisées en bureaux et en bâtiments de stockage restent correctement orientées (+ 18,6 % et + 26,0 % respectivement, sur un an à fin mai 2020).

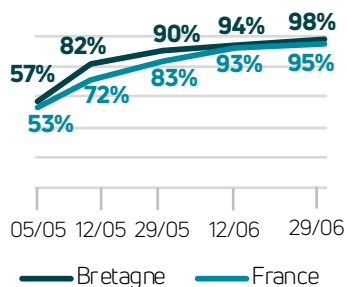
Zoom sur la reprise d'activité dans le secteur de la construction en Bretagne

Bilan
au 3 juillet 2020

Bâtiment



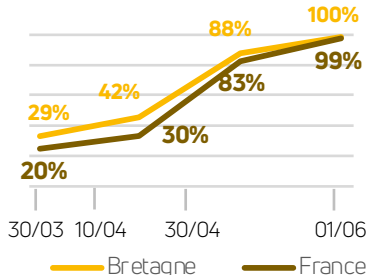
98 % des chantiers de Bâtiment
sont ouverts en Bretagne
(dont 82 % ouverts en activité
normale)



Travaux Publics



100 % des entreprises
bretonnes de TP déclarent que
leur activité a redémarré ou
est en cours de reprise



Carrières et Matériaux



100 % des sites produisant des
matériaux de construction sont
ouverts en Bretagne

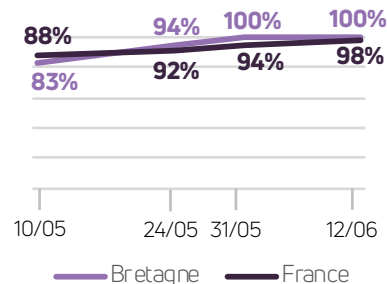


Illustration : veia
Sources : CERC, FFB, CAPEB, FRTP, UNICEM



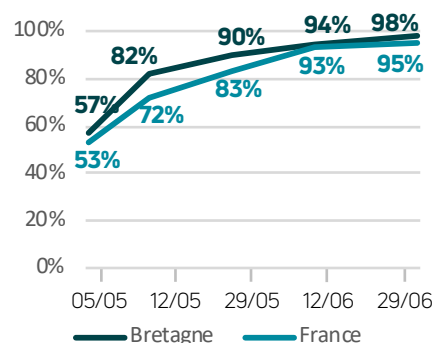
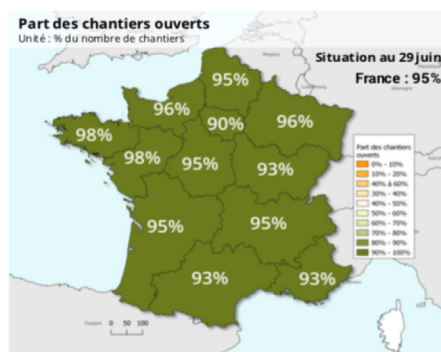
Impacts sur l'activité Bâtiment

Source : enquête réseau des CERC, en date du 29 juin 2020

Niveau actuel de fonctionnement des chantiers Bâtiment

En France, 95 % des chantiers sont ouverts au 29 juin 2020 (93 % au 12 juin).

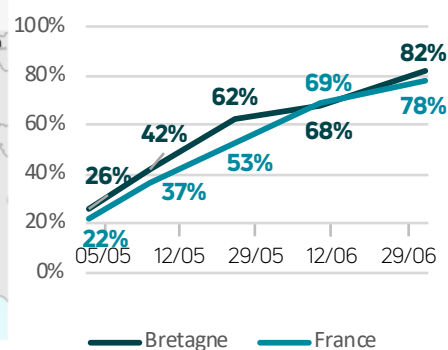
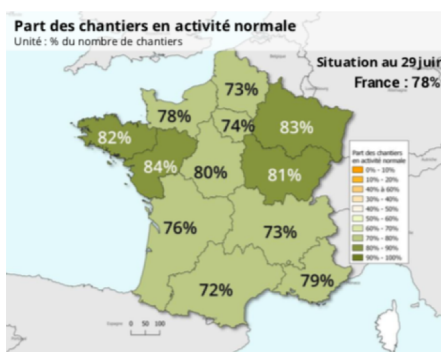
98 % des chantiers ouverts en Bretagne au 29 juin
contre 94 % le 12 juin



Niveau d'activité des chantiers

En France, 78 % des chantiers ont une activité « normale » au 29 juin 2020 (69 % au 12 juin).

82 % des chantiers avec une activité « normale » en Bretagne au 29 juin
contre 68 % le 12 juin



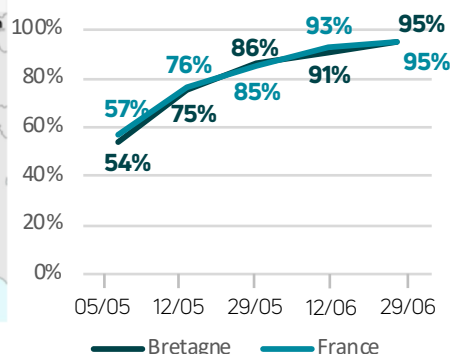
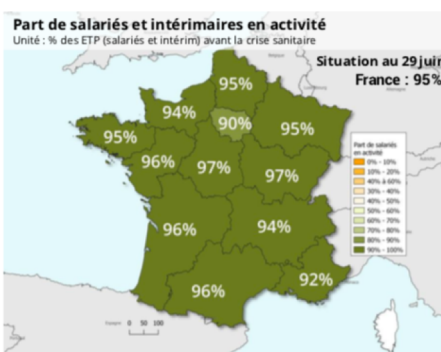
Chantiers à l'arrêt : typologie des chantiers à l'arrêt

Au niveau national, 27 % des chantiers à l'arrêt au 29 juin sont sous maîtrise d'ouvrage publique (35 % au 12 juin), 73 % concernent des marchés privés (53 % auprès de particuliers et 20 %, hors particuliers).

Niveau d'emploi des salariés

En France, 95 % des ETP (salariés et intérimaires) d'avant crise sanitaire sont en activité au 29 juin 2020 (93 % au 12 juin).

95 % des salariés et intérimaires en activité en Bretagne au 29 juin
contre 91 % le 12 juin





Impacts sur l'activité Bâtiment (suite)

Source : enquête réseau des CERC, en date du 29 juin 2020

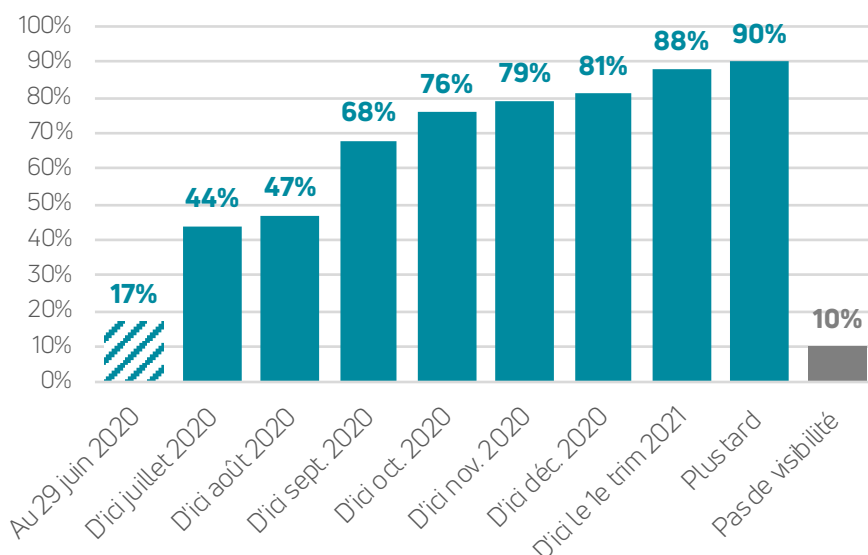
Au niveau national, 62 % des entreprises du Bâtiment rencontrent des difficultés sur leurs chantiers au 29 juin. Ces difficultés concernent en priorité des problèmes d'approvisionnement en matériaux et/ou fournitures (38 %), des problèmes d'organisation sur chantier (23 %) ou des difficultés liées au fait que le commanditaire ait stoppé le chantier (8 %).

Un retour à la normale prévu d'ici la fin de l'année pour 81 % des entreprises au 29 juin

17 % des entreprises françaises estiment que leur activité a retrouvé un niveau normal au 29 juin 2020.

Horizon de retour à un niveau d'activité normal

Unité : % cumulé d'entreprises – France

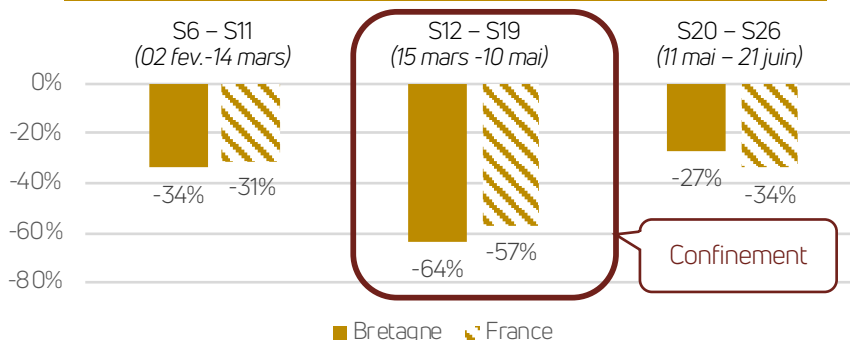


Impacts sur l'activité Travaux Publics

Source : FNTF - Vecteur Plus

Pendant le confinement, le nombre d'appels d'offres publiés a été plus faible en Bretagne qu'au niveau national (- 64 % d'appels d'offres publiés au cours des semaines 12 à 19 par rapport à la même période de 2019 en Bretagne, contre - 57 % en France). La Bretagne a ainsi été plus impactée qu'au niveau national pendant le confinement, comme elle l'a été par l'effet électoral (S6 à S11 : - 34 %). Cependant, depuis le 11 mai, le recul est moindre en Bretagne (- 27 % contre - 34 % en France).

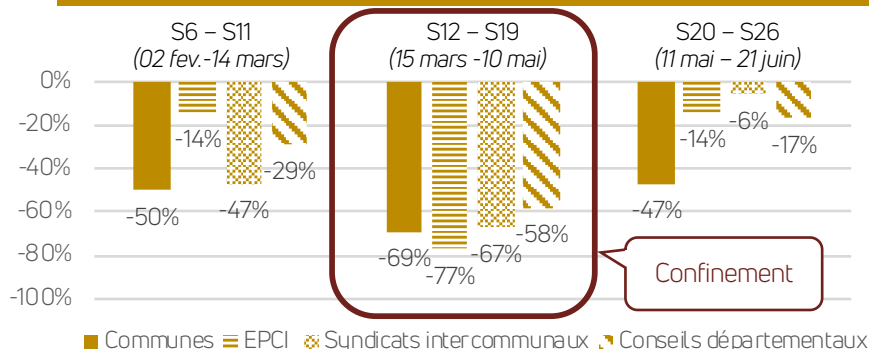
Évolution du nombre d'appels d'offres publiés dans les TP par période par rapport à la même période de 2019



Une baisse importante des appels d'offres TP publiés par les communes

La baisse des appels d'offres publiés concerne toutes les collectivités, de façon plus marquée du côté des communes, ceci depuis le début de l'année (- 50 % avant le confinement, - 69 % pendant et - 47 % post confinement).

Évolution du nombre d'appels d'offres publiés dans les TP par période et par collectivité par rapport à la même période de 2019





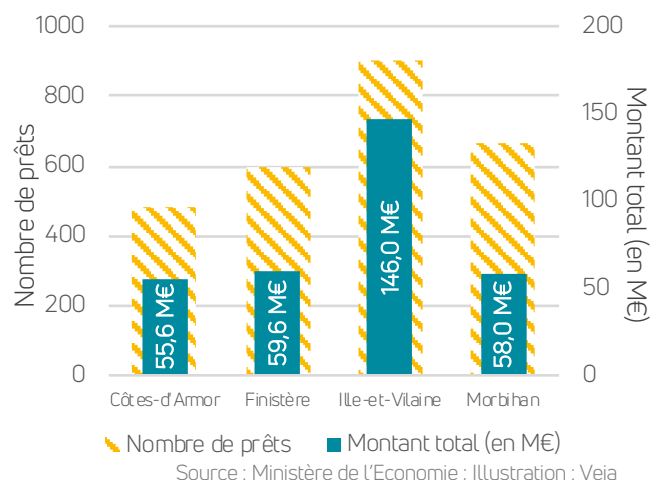
Dispositifs de soutien public (secteur construction)

Prêts Garantis par l'Etat (PGE) (État – BPI – Banques)

En France, au 20 juin 2020, 66 189 entreprises de la construction ont bénéficié d'un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) pour un montant de 9,1 Md€.

En Bretagne, cela concerne 2 652 entreprises du secteur de la construction pour un montant de 319,2 M€, soit un prêt moyen d'environ 120 370 €. Le secteur de la construction se situe à la 6^{ème} place du classement des montants distribués après les activités financières et d'assurance, les commerces, l'industrie manufacturière, les services administratifs et de soutien et les bars-hôtels-restaurants et représente 8,2 % du montant total de prêts distribués en Bretagne.

C'est en Ile-et-Vilaine que le nombre de prêts et les montants distribués sont les plus importants : 904 prêts pour 146 M€.



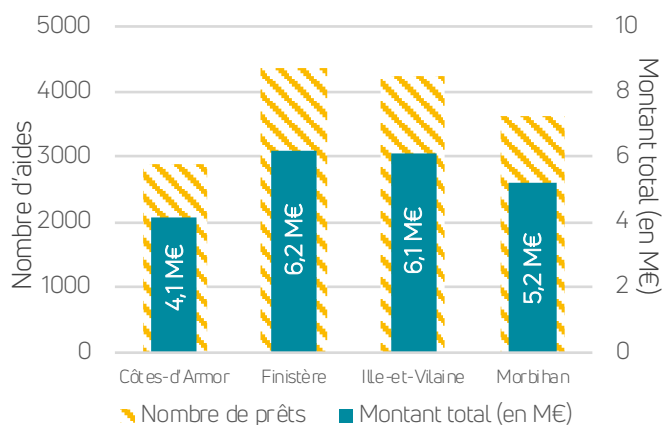
Plus de 340 M€ pour les entreprises bretonnes de la construction via le PGE et le Fonds de Solidarité

Aides défisicalisées du Fonds de Solidarité (État – Région)

En France, au 28 juin 2020, 398 163 entreprises du secteur de la construction ont bénéficié de l'aide défisicalisée du Fonds de solidarité (volet 1, instruit par l'Etat) pour un montant de 570 M€.

En Bretagne, 15 124 aides ont été accordées dans le secteur de la construction, pour un montant de 21,6 M€. La construction se situe à la 4^{ème} place du classement des montants distribués après les bars-hôtels-restaurants, les commerces et la santé humaine et action sociale et représente 11,2 % des aides distribuées en Bretagne.

C'est dans le Finistère et en Ile-et-Vilaine que le nombre d'aides et les montants distribués sont les plus importants : 4 348 aides et 6,2 M€ pour le Finistère et 4 246 aides et 6,1 M€ pour l'Ile-et-Vilaine.



Sources utilisées dans cette note : Enquête Réseau des CERC, échanges avec les représentants régionaux des organisations professionnelles (FRB, FRTP, UNICEM, CAPEB), Ministère du Travail, Ministère de l'Economie, INSEE, Banque de France, DREAL Bretagne

Membres fondateurs :



DREAL Bretagne

Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne
Conseil régional de Bretagne
Trésorerie Générale
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)
Direction Régionale de l'Alimentation, de

l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)
Banque de France

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Bretagne (DIRECCTE Bretagne)

Membres actifs :

Aro Habitat Bretagne
Association Bretagne Interprofessionnelle des Bois (ABIBOIS)
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)
Caisse des Dépôts de Bretagne
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère

Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne
Crédit Mutuel Arkéa
ENEDIS - Direction régionale Bretagne
Fédération du BTP des Côtes d'Armor
Fédération du BTP du Finistère
Fédération du BTP d'Ile & Vilaine
Fédération morbihannaise du BTP
Fédération Ouest SCOP BTP
Fédération des Promoteurs Immobiliers de

Bretagne
Société d'Economie Mixte des Transports Collectifs de l'Agglomération Rennaise (SEMTCAR)
Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne
Rennes Métropole
Territoires et Développement